

L'OEA et ses filleuls



L'OEA, l'Organisation des États Américains, n'a pas tardé pour exprimer son soutien au président de l'Équateur, Guillermo Lasso, dont la démission est réclamée par une grande partie de l'opinion publique en raison de la situation du pays, marquée par la cherté de la vie, l'insécurité et la réduction drastique des services sociaux de base, en plus d'être sous les feux de la rampe dans une affaire de corruption très médiatisée.

La déclaration de l'OEA intervient juste après que l'Assemblée nationale équatorienne a approuvé un rapport recommandant une procédure de destitution à l'encontre de Guillermo Lasso pour atteinte à l'administration publique et à la sécurité de l'État.

De nombreuses voix se sont élevées dans le pays andin pour critiquer l'ingérence de l'organisme régional impliquée dans la déstabilisation de plusieurs pays d'Amérique Latine en dépit des intérêts de la population.

Le député Ricardo Ulcuango, du parti Union pour l'espoir, cité par l'agence de presse Prensa Latina, a déclaré que cette fois-ci, l'Organisation des États Américains soutenait un président accusé d'avoir des liens avec le trafic de drogue et de compromettre la sécurité de l'État. C'est comme ça", a-t-il déclaré.

Lasso est impliqué dans l'affaire dite "Le Grand Parrain", dont l'appellatif fait référence aux liens de son beau-frère Danilo Carrera et de son ami intime Rubén Cherrés avec le trafic de drogue et un réseau de corruption qui s'est tissé à travers des pots-de-vin pour des contrats dans des entreprises publiques stratégiques telles que les télécommunications et l'électricité.

Aujourd'hui, l'OEA appelle au respect de l'ordre constitutionnel, alors que la demande populaire de voir Lasso quitter le pouvoir ne cesse de gagner du terrain. Elle semble avoir oublié son soutien historique aux coups d'État dans la région, comme le coup d'État de 2019 en Bolivie contre le président de l'époque, Evo Morales, élu démocratiquement dans les urnes par le peuple bolivien.

Luis Almagro, secrétaire général du bloc, a ignoré les allégations de violations flagrantes des droits de l'homme sous le gouvernement de facto de la présidente autoproclamée Jeanine Áñez. Il est même allé plus loin en qualifiant de fraude les élections générales d'octobre 2019, au cours desquelles Evo Morales avait été réélu.

L'organisation dirigée par Almagro, soutenue par les États-Unis, a également apporté son soutien à Dina Boluarte, nommée présidente du Pérou après le coup d'État contre Pedro Castillo en décembre dernier, alors que sa démission est une revendication du peuple péruvien, violemment réprimé par la police et l'armée.

Beaucoup se souviennent également de l'accueil réservé par le bloc régional, à l'instar des États-Unis, à Juan Guaidó, qui s'est autoproclamé en 2019 président par intérim du Venezuela, faisant fi de la légitimité de Nicolas Maduro, démocratiquement réélu dans les urnes lors des élections de 2018.

Mais l'OEA dirigée par Almagro a décidé d'ignorer l'ordre constitutionnel de la nation sud-américaine et s'est alliée à Guaidó, dont les États-Unis ont finalement pris leurs distances parce qu'il ne servait plus leurs intérêts, ce qui a conduit l'opposition vénézuélienne elle-même à éliminer son gouvernement fictif.

Tels sont les personnages que l'Organisation des États Américains sponsorise, en ignorant les demandes du peuple. Mais il n'y a rien d'autre à attendre de cette entité née en 1948 comme mécanisme de domination des États-Unis en Amérique latine et dans les Caraïbes.

<https://www.radiohc.cu/fr/especiales/comentarios/315862-loea-et-ses-filleuls>



Radio Habana Cuba